

## ***Construire la riposte face à une extrême droite, qu'elle se nomme Bolloré ou Bardella, avide de détruire des libertés déjà bien bafouées***

*La pétition « Zapper Bolloré » contre la concentration de plus en plus grande de tous les médias dans les mains du milliardaire d'extrême droite a recueilli plusieurs milliers de signatures de professionnels du spectacle. Depuis, le président de Canal+, Maxime Saada, aux ordres de son patron Bolloré, a annoncé sa volonté de censurer tous les signataires, s'attirant une nouvelle salve de protestations.*

### **Les milliardaires fachos à l'assaut des médias**

Depuis plusieurs années, les milliardaires fachos rachètent maisons d'édition, chaînes de télé, titres de presse, sociétés de cinéma, auxquels ils imposent peu à peu leur ligne éditoriale haineuse. On comprend donc que les journalistes, écrivains, producteurs et artistes s'inquiètent de voir bridée la liberté d'expression et ils ont raison d'utiliser leur notoriété pour que leur protestation soit entendue.

Mais ce n'est pas d'hier que la liberté d'expression est bafouée ! La première censure, c'est le fric ! Sur quelle chaîne dénonce-t-on les sanctions contre tous ceux qui osent protester dans leur entreprise contre les liens de leur boîte et les exportations illégales d'armes vers Israël ? Ou contre ceux qui ont tout simplement donné publiquement leur opinion sur la politique de leur patron, les conditions de travail dans les ateliers ou les bureaux ? Où a-t-on vu relayées aux heures de grande diffusion les « protestations » que sont les débrayages, les grèves que nous faisons pour nous faire entendre ? Où sont les chaînes de télé d'information continue sur la situation des classes populaires ? La liberté d'expression appartient à ceux qui ont le fric et qui s'en servent pour défendre leurs intérêts !

### **La politique de l'extrême droite une fois au pouvoir**

La façon dont un Bolloré contrôle les médias, imposant sa ligne éditoriale et ses hommes aux commandes, montre ce dont est capable l'extrême droite une fois qu'elle est aux commandes. Les maires du Rassemblement national ne se sont pas contentés de couper les budgets des associations qui ne leur plaisent pas, ils s'en sont très vite pris aux représentants des travailleurs, ici pour licencier deux

militants syndicalistes, là pour tenter d'expulser les bourses du travail !

À la tête d'un pays, ils font bien pire. La politique de Trump n'est que cadeaux assumés aux plus riches, mais chasse à l'homme contre les travailleurs les plus précaires que sont les migrants. La politique barbare de l'État d'Israël de génocide et d'apartheid contre les Palestiniens s'accompagne d'une répression menée par le gouvernement d'extrême droite y compris contre les Israéliens qui protestent ou contre les courageux membres des flottilles pour Gaza, arrêtés en haute mer, humiliés, frappés, blessés, victimes de menaces de mort et de sévices sexuels. L'extrême droite est bien une menace mortelle pour les travailleurs !

### **Les gouvernants n'ont pas attendu l'extrême droite pour réprimer**

Tout cela est donc inquiétant, mais n'est qu'une aggravation brutale d'une politique menée depuis longtemps par des dirigeants des partis de gouvernement, de la droite, du centre ou de cette gauche qui aspire au pouvoir au sein du capitalisme ! La loi Travail, c'était Hollande-Valls. La répression brutale des Gilets jaunes, les matraquages de lycéens en colère, c'était Macron. Les expulsions de travailleurs immigrés, les licenciements abusifs n'ont pas attendu Bolloré. En ce moment même, de nombreux militants sont menacés non seulement de licenciement, mais de sanctions judiciaires.

Le 20 juin prochain, il y aura une manifestation nationale à Paris à l'appel de nombreuses structures syndicales et politiques contre la répression patronale et d'État. Une première occasion de faire face, front ensemble contre tous ceux qui veulent nous ramener « à l'âge de pierre » des libertés fondamentales.

### ***C'est Franklin***

Au TCB nous avons eu le droit à une diffusion de la plus grande importance : bien faire ses lacets jusqu'en haut sur les chaussures de sécurité. Malheureusement nous n'avons pas eu de dessin sur comment faire le nœud. On espère que la direction va ouvrir une formation lacets. Prochaine étape : nous apprendre à compter 2 par 2 ?

### ***Bonne nuit les petits***

Au TCB, depuis quelques semaines, la direction multiplie les contrôles horaires sur les équipes de nuit. Quand il s'agit de nous infantiliser et de nous fliquer, la direction n'en rate pas une.

### ***Le retour des contrôles***

Au TCA, la direction a commandé de nouveaux tests d'alcoolémie et de dépistage de stupéfiants.

On se prépare à de nouveaux contrôles aléatoires comme en septembre.

Et, comme en septembre, ce sera surtout un moyen de nous fliquer et de nous réprimer, sous prétexte de lutter contre les ravages de l'alcool dans le monde cheminot.

### ***Stop à la politique du risque calculé !***

Mercredi dernier, un TER a percuté un camion au niveau d'un PN à Ettendorf.

Heureusement, aucune victime grave n'est à déplorer mais on peut sérieusement se poser la question : combien de drames avant que la direction ne décide de mettre des moyens dans la sécurisation des PN ?

### ***Toutes et tous en grève le 10 juin !***

Les fédérations syndicales cheminotes appellent à une grève nationale le mercredi 10 juin prochain. Elles dénoncent les projets de la direction de nous faire travailler plus alors que la corde est déjà usée et revendiquent des augmentations de salaires face au coût de la vie en hausse.

Une occasion à saisir pour affirmer notre ras-le-bol qui couve depuis des mois. Et une occasion de s'organiser collectivement pour engager un bras de fer plus profond et, qui sait, donner l'envie à d'autres secteurs du monde du travail de s'y mettre !

C'est bien d'un mouvement d'ensemble que l'on a besoin pour mettre à l'ordre du jour nos intérêts de travailleurs, à commencer par une augmentation générale des salaires.

### ***Quand les obligations de quitter le territoire tuent***

La France est le pays européen qui délivre le plus d'obligations de quitter le territoire. Chaque année, entre 130 000 et 150 000 personnes sont visées par ces mesures, qui peuvent tuer. C'est ce qui est arrivé à Ruben Torres, un Hondurien de 37 ans, qui, menacé par des gangs, était venu trouver refuge auprès de son frère, à Bordeaux. Sa demande d'asile fut refusée par L'Office français de protection des réfugiés et apatrides. Il fut donc renvoyé au Honduras... et abattu quelques jours après son retour. Ce n'est pas un cas isolé. Réexpédier de force les migrants vers leur pays d'origine, c'est parfois les envoyer à la mort.

### ***Paris : des coiffeuses obtiennent leur régularisation après 68 jours de grève***

Neuf travailleuses d'un salon de coiffure et de beauté afro situé boulevard de Strasbourg, dans le 10<sup>e</sup> arrondissement, ont été finalement régularisées par la préfecture de police après une grève avec occupation qui avait commencé le 3 mars dernier. Elles se battaient d'abord pour obtenir un titre de séjour mais également pour toucher des arriérés de salaires qui leur étaient – et leur sont toujours – dûs. Les autorités ont considéré qu'elles étaient « des victimes potentielles de traite des êtres humains ». Une victoire qui ne peut qu'inciter d'autres travailleurs sans papiers à suivre le même chemin, celui de la lutte.

### ***Vague de chaleur : nos vies avant leurs profits !***

7,1 °C, c'est l'écart entre la température en France aujourd'hui et la température moyenne à cette époque de l'année. Les conséquences sur nos vies sont déjà là : le gouvernement vient d'annoncer sept morts liées directement ou indirectement à la chaleur ce week-end. Ce même gouvernement qui organise des coupes dans les budgets de l'écologie au profit des budgets militaires et qui encourage Total à faire des profits faramineux sur le dépeçage des ressources de la planète et dernièrement sur la guerre au Moyen-Orient. Pour faire face à la chaleur, le ministre de l'Éducation encourage à boire de l'eau, ventiler, fermer les stores... des « consignes de bon sens » selon lui. Le vrai bon sens, c'est de s'organiser pour renverser le système capitaliste !

### ***Ikea supprime 850 emplois***

Inter Ikea Group, la holding qui chapeaute Ikea et compte pas moins de 27 700 salariés à travers le monde, a annoncé qu'il supprimait 850 emplois. Son directeur financier, Henrik Elm, a expliqué que ces suppressions d'emplois allaient permettre au groupe de faire preuve de plus de « simplicité et de rapidité » afin de gagner des parts de marché. Et, encore une fois, ce sont les salariés qui trinquent.